

# Les combats redoublent d'intensité autour de la capitale, Kigali

## Le Rwanda à l'heure de l'apocalypse

La situation s'aggrave encore au Rwanda où les massacres qui succèdent aux massacres auraient fait de 200 à 500 000 morts, tandis qu'un demi-million de réfugiés ont déjà quitté le pays. La mobilisation internationale tarde dramatiquement à se mettre en place.

L'odeur de la mort plane toujours à Kigali. Certes, les massacres qui, le mois dernier, avaient transformé la capitale rwandaise en charnier, ont diminué en intensité. Mais si les rues ne sont plus jonchées de cadavres, enterrés dans des fosses communes, la raison en est simple : la plupart de ceux qui devaient être tués l'ont déjà

combattu les velléités de domination tutsi justifiées à peu près tous les moyens. Ces miliciens hutus qu'on appelle les Interhamwé, ont placé des barrières dans les rues de Kigali. Ils inspectent les véhicules, ouvrent les portes des blindés de l'ONU dont ils scrutent l'intérieur, à la recherche d'ennemis de la nation rwandaise.

■ En visite sur place ce week-end, Bernard Kouchner a parlé d'un véritable génocide

■ Les rebelles tutsis du FPR pourraient bientôt lancer l'assaut final sur la capitale

■ L'ONU ne semble pas pressée de trouver une solution

été, ou se sont enfuis en province — pour y être d'ailleurs rattrapés par les massacres. Kigali, aux trois quarts encerclée par les rebelles tutsis, connaît à présent une guerre d'usure où seules les armes ont la parole. La capitale qui comptait 300 000 habitants s'est, en grande partie, vidée de sa population. Certains habitants qui sont restés ont cherché refuge dans des centres de « déplacés », flots de vie précaires, exposés aux obus et aux règlements de compte barbares qui auraient fait quelque 200 000 morts en cinq semaines. Des organisations humanitaires évoquent même le chiffre de 500 000 tués. En visite à Kigali ce week-end, l'ancien ministre de la Santé et à l'Action humanitaire, Bernard Kouchner, a martelé que, devant une telle situation, on pouvait sans exagération parler de « génocide » — « des gens tués pour ce qu'ils sont et non pour ce qu'ils ont fait », a déclaré M. Kouchner.

De fait, les civils rwandais sont tous aujourd'hui otages des belligérants, boucliers humains ou monnaie d'échange. Tutsis dans les zones gouvernementales, Hutus en territoire rebelle, ils sont tous menacés. Bernard Kouchner, tout comme le haut commissaire aux droits de l'homme de l'ONU, José Ayala-Lasso, vient de demander à toutes les parties de permettre leur évacuation. Un appel qui se heurte à l'anarchie ambiante, et nombre de groupes armés, voire de combattants qui, quasi individuellement, sement la terreur.

Il faut compter en effet non seulement avec les forces gouvernementales et le Front patriotique rwandais (FPR) qui tient Kigali dans l'eau, mais aussi avec les miliciens, devenus des commandos para-militaires dont l'acharnement à

collaborer étroitement avec l'armée qui les entraîne et leur fournit des armes. La rue leur appartient et ils y font régner une loi implacable selon laquelle les exécutions sommaires sont monnaie courante. Les tirs d'obus se sont poursuivis ce week-end, notamment sur l'hôtel des Mille Collines où se sont regroupés de nombreux réfugiés, et sur l'aéroport. Les troupes gouvernementales

s'efforcent de résister à l'irrépressible avancée du FPR. Elles auraient même tenté quelques contre-offensives depuis la récente prise de fonction du nouveau chef d'état-major, le général Augustin Bizimungu. Mais l'initiative demeure toutefois au FPR, apparemment décidé à poursuivre son offensive militaire afin, le jour venu, de pouvoir négocier en position de force si toutefois ils ne se sont pas, d'ici là, emparés de la capitale. En effet, les rebelles, qui contrôlent une grande partie du nord et de l'est du pays, pourraient décider de poursuivre l'encerclement de Kigali en progressant vers le sud-ouest, avant de lancer l'assaut final sur la ville dont seul le flanc ouest est encore totalement maîtrisé par les forces gouvernementales. Le FPR encercler ou pilonne les camps militaires, se bat pour la route de l'aéroport, lance des obus de mortier sur le centre où se trouvent la plupart des bâtiments officiels.

L'armée réplique, « contient les attaques, mais pas toujours », a admis cette semaine le général Bizimungu. A cause de leur imprécision ou parce qu'ils sont volontairement tirés sur les civils pour semer la terreur ou provoquer leur départ, les obus de mortier tombent dans les rues ou sur les centres de



A Kigali ce week-end, Bernard Kouchner a parlé de « génocide »

« déplacés ». Les habitants qui sortent pour acheter à manger ou trouver de l'eau — la denrée la plus précieuse à Kigali — sont bien souvent les victimes terrorisées des éclats meurtriers.

Devant la détérioration dramatique de la situation, les réfugiés rwandais continuent à affluer dans les pays voisins — 500 000 y ont déjà trouvés refuge, notamment en Ouganda et en Tanzanie. Dans ce dernier pays, les réfugiés rwan-

dais arrivent au nombre de 1 400 par jour, selon des chiffres publiés hier par le Programme alimentaire mondial (PAM). Dans un communiqué, le PAM indique qu'en dépit des secours alimentaires acheminés grâce à l'organisation internationale, les réfugiés sont à la merci des épidémies à cause des conditions d'hygiène désastreuses. A Benaco, actuellement le plus grand camp de réfugiés au monde, le spectacle est hallucinant : 100 tonnes d'excréments

humains s'y entassent quotidiennement. Dissoutes par les pluies, les matières fécales, qui forment une véritable colline, vont contaminer la seule source d'eau potable dont disposent les réfugiés.

Malgré l'ampleur de la catastrophe, l'attentisme de la communauté internationale prévaut toujours. Que dire, en effet, de la scandaleuse temporisation du Conseil de sécurité qui, vendredi, alors que les combats faisaient rage autour de Kigali, n'estimait guère urgent de statuer sur le Rwanda. C'est seulement en début de semaine que l'ONU doit théoriquement se prononcer sur le renforcement de sa Mission au Rwanda, la MINUAR. Ses effectifs, après avoir été ramenés de 2 500 à 300 hommes, pourraient maintenant être portés à 5 500 soldats. Une résolution « sur une base humanitaire » est « absolument nécessaire », a estimé pour sa part Bernard Kouchner. Le constat de l'ex-« french doctor » faisait singulièrement écho à l'appel qu'a lancé de Rome, depuis son lit d'hôpital, le pape Jean-Paul II pour que cesse le « génocide » au Rwanda. « Les criminels devront répondre de leurs actes devant l'Histoire et devant Dieu », a-t-il ajouté.

■ A. B.

## Bosnie : après la réunion des « grands » à Genève

### Les belligérants boudent l'accord

Les musulmans et les Serbes de Bosnie ont rejeté ce week-end les propositions faites vendredi, à Genève, par les ministres des Affaires étrangères des Etats-Unis, de Russie et de cinq pays de l'Union européenne. La cause principale de ce rejet est la répartition territoriale avancée à Genève : 49 % du territoire pour les Serbes, 51 % pour les musulmans et les Croates réunis en une fédération.

La colère des musulmans bosniaques ne s'est pas faite attendre. Avec les Etats-Unis, « l'Europe récompense l'agression, le génocide, c'est-à-dire le fascisme », a déclaré l'ambassadeur de Bosnie auprès de l'ONU à Genève, Mustafa Bijedic. « Ils veulent qu'on fasse la paix et en même temps, ils nous demandent d'avaloir les résultats de la purification ethnique », a protesté le vice-président bosniaque Ejup Ganic. Deux mois « suffisent » pour trouver une solution politique, a estimé de son côté le président bosniaque, Alija Izetbegovic, refusant de donner aux Serbes de Bosnie, maîtres de près des deux tiers du territoire du pays, « le temps de geler la répartition » actuelle. Pour le président bosniaque, les aspects positifs du communiqué des ministres des Affaires étrangères

étaient qu'il insiste sur l'intégrité de la Bosnie dans ses frontières internationalement reconnues, qu'il promet une aide financière à la Bosnie après la guerre, qu'il rejette la demande des Serbes de levée des sanctions internationales contre la Yougoslavie (Serbie et Monténégro).

En revanche, parmi les aspects négatifs du communiqué, M. Izetbegovic a cité le fait qu'il mentionne une Union de la Bosnie « alors que nous sommes en faveur d'une fédération ». Le président a rejeté la division retenue de 51 % du territoire aux musulmans et Croates et 49 % aux Serbes. Mais il a admis que « ce point ne paraît pas définitif dans le communiqué ». Autre point critiqué par les musulmans : l'absence des garanties de sécu-

rité de la part des Occidentaux, et en particulier les Européens, pour éviter que les Serbes refusent d'appliquer un règlement de paix en Bosnie.

Même réaction de rejet dans le camp serbe. Les Serbes bosniaques, ont refusé le plan de Genève en affirmant « par la voix du président de leur « faullement » Momcilo Krajisnik que Croates et musulmans ne pouvaient prétendre à « posséder plus de territoire que les Serbes car ils ne sont ni les vainqueurs moraux, ni militaires et ne sont pas, de surcroît les propriétaires d'une telle portion de territoire ». Le régime de Pale estime qu'« il faut tenir compte de la situation de fait sur le terrain, à savoir que les Serbes contrôlent 73 % des territoires et qu'ils en possèdent 64 % ».

Le « groupe de contact » (Etats-Unis, Russie, UE, ONU) n'est donc pas, loin de là, au bout de ses peines. Le plan adopté à Genève n'a certes pas apporté beaucoup d'éléments inédits par rapport au plan Vance-Stoltenberg labo-

rièvement mis au point par l'UE et l'ONU mais rejeté surtout par le gouvernement de Sarajevo, encouragé par les hésitations de l'administration Clinton qui ne voulait pas forcer la main aux victimes de la guerre.

Mais la réunion de Genève n'a pas été un coup d'épée dans l'eau. Sa principale nouveauté réside dans le fait que les grands puissances ont enfin réussi à parler d'une seule voix. C'est pour la première fois que les Etats-Unis et la Russie endossent publiquement la répartition territoriale, l'un des éléments centraux du plan d'action de l'Union européenne. Le rendez-vous de Genève a permis un net rapprochement de positions sur plusieurs questions concrètes, à commencer par celle des sanctions contre la Yougoslavie entre Américains, Russes et Européens, ce qui n'est pas sans importance vu les divergences entre les uns et les autres. Les ministres, y compris le Russe Andreï Kozirev et l'Américain Warren Christopher qui n'y

étaient pas accrus d'avance, ont estimé « inacceptable » la demande serbe de levée de l'embargo en préalable à la reprise de négociations. Le document, qui reprend l'idée défendue depuis six mois par les Européens, spécifie que « la mise en œuvre de bonne foi d'un règlement de paix, y compris le retrait (des forces) sur les limites territoriales agréées conduira à une suspension progressive des sanctions imposées par l'ONU ».

« L'un des problèmes qui empêchaient d'arriver (à un règlement) était le sentiment de divisions entre les Etats-Unis et l'Europe, entre les Occidentaux et la Russie, entre l'OTAN et l'ONU », a reconnu le chef de la diplomatie britannique Douglas Hurd. Les belligérants ont su parfaitement jouer sur ces divisions. Maintenir l'unité et la cohésion retrouvées à Genève pour contraindre les parties bosniaques à négocier, tel est désormais le nouveau mot d'ordre des Américains, Russes et Européens. Une tâche qui s'annonce difficile.